



La Commune



Halte aux menaces contre le député du PT, "Babá"

Babá | Brésil

Le 25 février 2002 à minuit et demi, le député fédéral du Parti des travailleurs brésilien, João Batista Oliveira de Araújo, dit Babá, qui avait été désigné par la Commission des droits de l'homme de la Chambre des députés pour enquêter sur les faits survenus lors de l'affrontement entre des paysans sans terre et la police militaire au cours de l'expulsion des occupants de la ferme Três de Maio, a été victime d'une tentative d'attentat suivie de menaces.

Selon le député, à hauteur de l'autoroute Augusto Montenegro, sa voiture fut interceptée par un véhicule de marque Opel-Commodore immatriculée JTS 6000 dans la municipalité de Macapá, État d'Amapá. Ce véhicule tenta par deux fois de le jeter dans le fossé.

Babá établit immédiatement la relation avec le contenu d'une lettre adressée au journal O Liberal et publiée par celui-ci le 24 février dernier, lettre dans laquelle M. Fábio Melo Abdelnor (propriétaire de la ferme Três de Maio) affirme textuellement : " Il y en a qui disent que nous sommes de puissants coupables et que l'on doit enquêter sur nous, comme l'a affirmé le député Babá. Ceux qui soutiennent et financent les voleurs ne sont eux-mêmes que des voleurs ", ajoutant : " Maintenant, nous réunissons tous nos efforts, sans relâche, pour que ce qui a été volé soit rendu (...) en commençant par réunir tous les propriétaires qui voient leurs terres envahies et toutes les personnes qui ne tolèrent pas ces actes abjects. La force doit être utilisée pour combattre de tels actes. " Le député arrêta sa voiture dans une station service où il fut de nouveau bloqué par le même véhicule Opel. Quatre personnes en descendirent et s'adressèrent au député avec une extrême agressivité : " Pour qui tu te prends ? Quel pouvoir crois-tu avoir ? Prends garde où tu mets les pieds, tu ne peux pas continuer à aller partout en faisant ce qui te passe par la tête. Prends bien garde... " Puis sur-le-champ, les occupants de l'Opel ordonnèrent à Babá de sortir de la station-service, ajoutant qu'ils le suivraient. Devant le refus du député, les hommes de l'Opel continuèrent leurs menaces puis finirent par partir en voyant l'attroupement qui se formait. l'une des personnes présentes indiqua au député que les hommes étaient armés !

Nous déclarons que ces faits présentent une énorme gravité. Babá, comme tout le monde le sait au Brésil, a fait partie de la Commission parlementaire d'enquête du ministère des Terres pour la région amazonienne, chargée de la répartition et de la délimitation des terres, et a déposé publiquement une plainte contre la mafia des grands propriétaires de Pará qui falsifient leurs titres de propriété ; il a systématiquement dénoncé, à l'échelle nationale et internationale, les assassinats de travailleurs et de responsables du Mouvement des sans-terre (MST) et des syndicats de travailleurs paysans.

Dernièrement, il a participé aux événements qui se sont produits dans les fermes Três de Maio et Parque Floresta, dans la localité d'Ananindeua, occupées par les sans-terre, et il a dénoncé la manière féodale dont sont traités les ouvriers agricoles du domaine Chão Preto, " propriété " de l'ex-sénateur Jäder Barbalho, située dans la localité d'Aurora do Pará.

Face aux assassinats de Toninho (maire de Campinas) et de Celso Daniel (maire de Santo André), tous deux membres du PT, et face aux innombrables menaces qui pèsent sur les parlementaires du PT dans tout le pays, il est de la totale responsabilité du gouverneur Almir Gabriel et de son secrétaire, Paulo Sette Câmara, d'assurer l'intégrité physique de Babá.

Les assassins des députés Paulo Fontelles et Joao Batista n'ont toujours pas été punis et continuent à circuler librement en toute impunité.

Confrontés à la gravité des événements et aux menaces de mort proférées contre Babá, nous appelons la CUT (centrale syndicale unitaire brésilienne) la CBB et la CNBB, les partis politiques de gauche ainsi que toutes les organisations et personnalités engagées dans la défense des droits de l'homme à l'échelle internationale à exiger du gouverneur Almir Gabriel et de son bras droit, Paulo Sette Câmara, qu'ils prennent immédiatement les mesures qu'impose la situation. Ni l'Etat de Pará ni le Brésil ne peuvent continuer à supporter la violence exercée contre les dirigeants politiques du PT et les dirigeants syndicaux. Il faut donner un coup d'arrêt à cette situation. Pour cela, nous exigeons :

Protection immédiate de Babá !

-Halte à l'impunité !

-Prison pour tous les assassins des travailleurs des villes et de la campagne !

-Enfin, nous demandons à tous les militants qu'ils nous aident à divulguer ces faits dans la presse de leurs syndicats. Nous leur demandons aussi d'envoyer des télécopies ou des messages électroniques aux institutions énoncées ci-dessous.

Belem, le 27 février 2002.

Adressez vos messages de soutien par télécopie ou courrier électronique :

-1. Présidence de la République : (61) 411-2222/411-1200 - pr@planalto.gov.br

-2. Ministre de la Justice : (61) 226-2296/322-6817 - jose.gregori@mj.gov.br

-3. Gouverneur Almir Gabriel : (91) 248-1038/248-0133 - imprensa@propeda.gov.br

-4. Secrétaire de la Justice, Paulo Sette Câmara : (91) 224-9637/225-2644 - seju@propeda.gov.br

-5. Secrétariat du député Babá à Belém : (91) 226-4676 - babacst@uol.com.br
-6. Coordination de la campagne en France : pedro.carrasquedo@lacommune.org

Modifié le jeudi 23 juin 2005

Voir aussi dans la catégorie Brésil



Pour le Parti des Travailleurs et Lula, la conciliation de classes vaut mieux que chasser Bolsonaro !

Trois mois après le début de la mobilisation contre le gouvernement du président Bolsonaro, La Commune a souhaité donner la parole à Verónica O'Kelly, l'une des porte-parole d'Alternativa... »



Communiqué de presse de La Commune, section française de la Ligue Socialiste Internationale

Brésil, écoute : ta lutte est notre lutte ! Demain, samedi 19 Juin 2021, le peuple brésilien va descendre dans la rue pour exiger le départ du président Jair Bolsonaro. Déjà le 29 mai dernier,... »



L'Amérique latine et les défis de la gauche

L'Amérique latine entre dans une phase de changements, avec de nouveaux processus, de nouveaux gouvernements, l'échec de projets antérieurs et une nouvelle politique des USA vis à vis de la... »



Crise politique au Brésil



Le 18 avril, la Chambre des députés du Brésil a voté en faveur de la destitution de Dilma Rousseff, au pouvoir depuis 2010 et réélue en 2014. Une large majorité a voté la destitution, à... >>

En défense de la vie du député Marcelo Freixo

Nous en appelons à tous les partis et syndicats, aux associations de défense des droits de l'homme pour qu'ils s'associent à la campagne internationale de solidarité avec Marcelo Freixo député... >>

Lula en échec

À la suite du premier tour des élections présidentielles, le Président brésilien sortant, Lula, se retrouve en ballottage avec 48,1 % des voix, alors qu'à la mi-septembre les sondages le... >>
